

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant les lundi et jeudi de chaque semaine

ABONNEMENT	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENT ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la			Adresser les demandes d'abonnement au chef du	La ligne décomposée en corps 8 de
CAPTEAO : voie ordinaire : .....	22.000	42.000	<b>Service des Journaux officiels de la République</b>	62 lettres ou signes, interlignes et
voie aérienne : .....	28.000	39.000	de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan,	blancs compris.....
communs : voie ordinaire.....	25.000	35.000	<b>BCEAO A 0005 0002.</b>	Pour chaque annonce répétée, la ligne
voie aérienne.....	30.000	50.000		2.500 francs
Etranger : France et pays extérieurs			Les abonnés désireux de recevoir un reçu sont priés	1.500 francs
communs : voie ordinaire.....	25.000	35.000	d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	Il n'est jamais compté moins de
voie aérienne.....	30.000	50.000		10 lignes ou perçu moins de
Autres pays : voie ordinaire.....	25.000	35.000	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service	25.000 francs
voie aérienne.....	40.000	50.000	des <i>Journaux officiels</i> au plus tard le jeudi précédant	pour les annonces.
Prix du numéro de l'année courante.....	1.000		la date de parution du « J.O. »	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu
Au-delà du cinquième exemplaire.....	800			en plus du prix du numéro les frais de timbre et de
Prix du numéro d'une année antérieure.....	1.500			légalisation en vigueur.
Prix du numéro légalisé.....	2.000			
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### 2017 ACTES PRESIDENTIELS

##### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2016

14 nov.....Loi n° 2016-1109 portant Code de la Fonction  
militaire. 205

### PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces. 219

### PARTIE OFFICIELLE

#### 2017 ACTES PRESIDENTIELS

##### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI n° 2016-1109 portant Code de la Fonction militaire

L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la  
teneur suit :

#### Dispositions préliminaires

Article 1. — Les Forces armées sont au service de la Nation. Leur mission est de préparer et d'assurer par la force des armes, la défense de la patrie, le maintien de l'ordre, l'exécution des lois et de participer aux actions en faveur de la paix et du droit international.

L'état militaire exige, en toutes circonstances, discipline, disponibilité, loyauté, intégrité, neutralité et esprit de sacrifice pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême. Les devoirs qu'il comporte et les sujétions qu'il implique méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation.

Le statut énoncé au présent Code assure à ceux qui ont choisi l'état militaire, les garanties répondant aux obligations particulières imposées par la présente loi. Il prévoit des compensations aux contraintes et exigences de la vie dans les Forces armées. Il offre à ceux qui quittent l'état militaire, les moyens d'un retour à une activité professionnelle dans la vie civile et assure aux retraités militaires le maintien d'un lien avec l'institution.

Art. 2. — Le présent Code s'applique :

1° - aux militaires de carrière ;

2° - aux militaires servant en vertu d'un contrat ;

3° - aux militaires réservistes exerçant une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité ;

4° - aux fonctionnaires en détachement exerçant certaines fonctions spécifiques nécessaires aux Forces armées.

Les maréchaux et les officiers généraux ainsi que les personnels des juridictions militaires sont régis par des dispositions particulières fixées par décret.

## LIVRE I : STATUT GENERAL DES MILITAIRES

## TITRE I

*Droits et obligations*

## CHAPITRE I

*Exercice des droits civils et politiques*

Art. 3. — Les militaires jouissent de tous les droits et libertés reconnus aux citoyens dans les conditions précisées par le présent Code.

Section 1 : *Droit électoral*

Art. 4. — Le militaire a le droit de vote. Sauf cas de force majeure justifié, le service du militaire est aménagé pour permettre l'exercice de ce droit.

Art. 5. — Sous réserve des inéligibilités prévues par la loi, le militaire peut postuler à un mandat public électif après en avoir obtenu l'autorisation et avoir demandé sa mise en disponibilité six mois avant la date du scrutin et pour une durée exceptionnelle égale à celle du mandat. En cas de non-élection, il demeure en disponibilité pour la durée sollicitée.

Le militaire qui est élu, et qui accepte le mandat, est placé dans la position de non-activité. Il réintègre de plein droit les Forces armées à la fin de l'exercice du mandat.

Section 2 : *Libertés d'opinion, d'expression et d'information*

Art. 6. — Le militaire est libre de ses opinions ou croyances philosophiques, religieuses ou politiques, sous réserve du respect de la souveraineté nationale et des lois de la République. Ces opinions ou croyances ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par la qualité de militaire.

Art. 7. — Le militaire doit obtenir une autorisation formelle du ministre de la Défense lorsqu'il désire exprimer publiquement des opinions ou évoquer des questions concernant un Etat étranger ou une organisation internationale.

Sans préjudice des dispositions de l'article 24 du présent Code, cette autorisation n'est pas requise pour le militaire placé en disponibilité ou en service détaché.

Art. 8. — Le militaire peut, par voie de rapports écrits ou verbaux, formuler des propositions à l'autorité supérieure pour l'amélioration du service ou la vie en communauté.

Art. 9. — Le militaire a droit à l'information et à l'accès aux documents publics. Toutefois, il ne doit véhiculer ou faire véhiculer à des fins séditeuses dans les enceintes ou établissements militaires, à bord des bâtiments de la Marine nationale ou des aéronefs militaires, sous quelque support que ce soit, aucune information pouvant nuire au moral ou à la discipline.

Section 3 : *Liberté d'association et de réunion*

Art. 10. — Le militaire peut, après autorisation formelle du ministre de la Défense, adhérer à des associations ou groupements autres que ceux ayant un caractère syndical, politique ou ayant pour but de soutenir des revendications d'ordre professionnel.

Art. 11. — Le militaire peut, en tenue civile, prendre part à des réunions publiques ou privées, sous réserve du respect des obligations et interdictions auxquelles il est soumis.

Art. 12. — Le militaire peut, après autorisation formelle du ministre de la Défense, organiser des manifestations, des réunions ou des actions n'ayant pas un caractère politique, revendicatif ou syndical, ou y participer.

Section 4 : *Exercice d'une activité lucrative*

Art. 13. — Le militaire en activité ne peut exercer à titre professionnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit.

Le militaire ne peut avoir, par lui-même ou par personne interposée, sous quelque forme que ce soit, lorsqu'il est en activité, dans les entreprises soumises à la surveillance ou au contrôle des militaires ou avec lesquelles ceux-ci ont négocié des contrats de toute nature, des intérêts de nature à compromettre son indépendance.

Le militaire peut librement, après autorisation formelle du ministre de la Défense, détenir des parts sociales et percevoir les bénéfices qui s'y attachent à condition que cette activité ne porte pas atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance, à l'image, à la neutralité des Forces armées et ne présente aucun risque de conflit d'intérêts. Il gère librement son patrimoine personnel ou familial.

La production des œuvres de l'esprit s'exerce librement, après autorisation formelle du ministre de la Défense, dans le respect des dispositions relatives au droit d'auteur des agents publics et sous réserve du respect de l'obligation de réserve.

Sans préjudice de l'application de dispositions pertinentes du Code pénal, la violation du présent article donne lieu au versement des sommes indûment perçues, par voie de retenue sur la solde.

Art. 14. — Le conjoint et les enfants à charge du militaire ont le droit d'exercer une activité lucrative, dans le respect des lois et règlements et sans que cette activité n'entraîne un conflit d'intérêts avec le statut du militaire.

Section 5 : *Liberté de circulation*

Art. 15. — Le militaire est libre de circuler à l'intérieur de sa garnison ou, à l'étranger, à l'intérieur du territoire de stationnement.

Si la sécurité, la discipline, la mission ou les circonstances l'exigent, la liberté de circulation du militaire peut être soumise à des mesures, individuelles ou collectives, telles que :

- l'interdiction de fréquenter certains établissements ou certaines zones géographiques ;
- l'obligation, pour le militaire qui désire s'absenter, d'en aviser ses supérieurs et de préciser le lieu où il se rend ;
- la limitation de la durée de l'absence ;
- la sortie en groupe ;
- le maintien au domicile ou dans les enceintes militaires ;
- le rappel des permissionnaires.

Art. 16. — Les déplacements hors de la garnison sont soumis à autorisation préalable du supérieur hiérarchique qui assure le commandement de l'unité. Les déplacements à l'étranger sont soumis à autorisation préalable du ministre de la Défense.

Section 6 : *Liberté de contracter mariage*

Art. 17. — Le militaire peut contracter mariage. Celui-ci est soumis à autorisation du ministre de la Défense.

## CHAPITRE 2

*Obligations et responsabilités*Section 1 : *Obligations*

- Art. 18. — Le militaire doit, d'une manière générale :
- se conformer aux lois et obéir aux ordres donnés conformément à la loi ;
  - observer la discipline et les règlements militaires ;
  - accepter les sujétions de l'état militaire ;
  - se comporter avec loyauté et dévouement, droiture et dignité ;

- honorer le drapeau et respecter les institutions nationales ;
- s'interdire tout acte, propos ou attitude contraire aux intérêts ou à l'honneur de la Nation ;
- assurer la protection du secret militaire ;
- prendre soin des installations militaires et du matériel dont il est responsable ;
- prêter main-forte aux agents de la force publique, conformément aux lois et règlements.

Art. 19. — Le militaire a, en tout temps et en tous lieux, le devoir de se préparer physiquement, intellectuellement et moralement au combat en vue de l'accomplissement de ses missions.

Art. 20. — Le militaire ne doit en aucune circonstance porter atteinte à la neutralité des Forces armées dans les domaines philosophique, religieux, politique et syndical.

Il ne peut, par ses activités ou son comportement, engager, compromettre ou discréditer le Chef de l'Etat, le Gouvernement et les institutions de la République.

Art. 21. — L'exercice du droit de grève, sous quelque forme que ce soit, est interdit au militaire. De même, le militaire n'a pas le droit de se syndiquer ainsi que de présenter des réclamations ou des pétitions collectives.

Art. 22. — Il est interdit au militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique.

Art. 23. — Le militaire doit obéissance aux ordres de ses supérieurs et est responsable de l'exécution des missions qui lui sont confiées. Toutefois, il ne peut lui être ordonné et il ne peut accomplir des actes qui sont contraires aux lois, aux coutumes de la guerre et aux conventions internationales. La responsabilité propre des subordonnés ne dégage leurs supérieurs d'aucune de leurs responsabilités.

Art. 24. — Le militaire est lié, même après son retour à la vie civile, par l'obligation de réserve et de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et les informations dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Il ne peut être délié de cette obligation qu'après autorisation de l'autorité compétente définie par décret.

Art. 25. — La nécessité pour les Forces armées d'être opérationnelles en tout temps, entraîne pour le militaire une obligation de disponibilité permanente.

Art. 26. — Le militaire est appelé à servir en tous lieux. Sauf dérogations particulières de l'autorité compétente, il est astreint à résider dans la garnison du lieu de son affectation.

Art. 27. — Sauf dérogations particulières de l'autorité compétente, le port de l'uniforme est obligatoire pour tout militaire en activité.

## Section 2 : Responsabilités

Art. 28. — Dans l'exercice du commandement, le chef est dépositaire de l'autorité. Il a le devoir de la maintenir, de la transmettre telle qu'il l'a reçue et de faire exécuter les ordres. Toute faiblesse comme tout abus d'autorité, constitue un manquement réprimé conformément aux lois et règlements.

Art. 29. — Tout militaire qui donne un ordre est responsable de son exécution et de ses conséquences.

Tout militaire qui reçoit un ordre est responsable de sa bonne exécution.

Art. 30. — Ne peuvent être ordonnés ou accomplis :

- 1° - des actes constituant des crimes ou délits ;
- 2° - des actes contraires aux règles :
  - du droit international humanitaire ;
  - relatives aux conventions internationales.

Art. 31. — La responsabilité pécuniaire du militaire peut être engagée :

- 1° - lorsqu'il assure la gestion de fonds, de matériels ou de denrées ;
- 2° - lorsque, en dehors du service ou à l'occasion d'une faute détachable de l'exercice de ses fonctions, il occasionne ou favorise la destruction, la détérioration, la perte, la disparition des effets d'habillement, des équipements, des matériels, des denrées ou fonds qui lui sont confiés.

## CHAPITRE 3

### *Solde, avantages divers, garanties et protection*

#### Section 1 : Solde

Art. 32. — Le militaire a droit, après service fait, à une solde. Il peut en outre bénéficier d'avantages divers.

Art. 33. — La solde du militaire comprend :

- la solde de base soumise à retenue pour pension ;
- l'indemnité pour charges militaires ;
- l'indemnité de résidence ;
- les prestations familiales ;
- éventuellement, des primes de qualification et des indemnités particulières en raison des fonctions exercées et des sujétions qui en résultent.

#### Section 2 : Avantages divers

Art. 34. — Le militaire bénéficie de la prestation gratuite du logement. En matière d'habillement et d'équipement, il a droit à une dotation gratuite.

Art. 35. — Lorsqu'il se déplace pour les besoins du service, le militaire a droit à la gratuité des frais de transport et de séjour.

Art. 36. — Le militaire, son conjoint et ses enfants à charge ont droit à la gratuité des consultations et des soins médicaux dans les formations sanitaires des Forces armées et dans les formations sanitaires publiques.

Art. 37. — Le militaire a droit à un congé annuel, avec solde, d'une durée de quarante-cinq jours calendaires.

Le militaire peut, en outre, bénéficier avec solde, d'autorisations d'absence et de permissions spéciales pour événements familiaux.

#### Section 3 : Garanties et couverture des risques

Art. 38. — Les militaires bénéficient du régime des pensions militaires ainsi que des prestations de la sécurité sociale dans les conditions prévues par la loi.

L'Etat et ses établissements contribuent au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les militaires qu'ils emploient souscrivent.

Art. 39. — Les militaires sont affiliés, pour la couverture de certains risques, à des institutions de prévoyance sociale. Celles-ci peuvent être alimentées par des prélèvements sur leur solde et par une contribution de l'Etat couvrant soit le personnel non cotisant, soit les cas de circonstances exceptionnelles.



#### Section 4 : *Protection administrative*

Art. 40. — Il est constitué pour chaque militaire, lors de son entrée en service, un dossier administratif et un dossier médical. Les pièces qu'ils comportent ne peuvent être communiquées qu'à l'intéressé et aux seules personnes habilitées à en connaître.

Le dossier individuel du militaire comporte toutes les pièces concernant la situation administrative de l'intéressé, les documents annexes relatifs aux décisions et avis à caractère statutaire ou disciplinaire ainsi que les feuilles de notation le concernant. Ces différents documents sont enregistrés, numérotés et classés sans discontinuité.

Il ne peut être fait état dans le dossier individuel du militaire, de même que dans tout document administratif, des opinions ou croyances philosophiques, religieuses ou politiques de l'intéressé.

Art. 41. — Il est délivré à tout militaire une carte d'identité militaire qui atteste sa qualité et son identité. La carte d'identité militaire est restituée au moment de la cessation définitive des services.

Une carte d'ancien militaire est délivrée à tout militaire en cessation définitive d'activité dans les conditions fixées par le ministre de la Défense.

#### Section 5 : *Protection juridique et responsabilité pénale*

Art. 42. — Les militaires sont protégés par le Code pénal et les lois spéciales contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils peuvent être l'objet.

L'Etat est tenu de les protéger contre les menaces et attaques dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en résulte.

L'Etat est également tenu d'accorder sa protection au militaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle.

Les conjoints, concubins, enfants et ascendants directs des militaires bénéficient de la protection de l'Etat lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.

Art. 43. — En cas de poursuites exercées par un tiers contre un militaire, l'Etat est civilement responsable des actes du militaire dans la mesure où aucune faute détachable de l'exercice de ses fonctions n'a été établie. Dans le cas contraire, la responsabilité personnelle du militaire est engagée solidairement avec celle de l'Etat, lequel peut exercer contre lui une action récursoire.

Si l'intérêt du service l'exige, l'Etat fait assurer à ses frais la défense du militaire dans le cas des litiges soumis aux instances judiciaires à la suite des actions entreprises dans le cadre du service et qui lui sont imputées à faute.

Dans le cas du militaire mis à la disposition d'un Etat étranger ou d'un organisme international, l'Etat ivoirien et l'Etat étranger ou l'organisme international s'accordent pour substituer leur responsabilité à celle de l'Etat ivoirien.

#### CHAPITRE 4

##### *Organes consultatifs*

Art. 44. — Il est créé au sein des Forces armées, les organes consultatifs permanents ci-après :

- le Conseil supérieur de la Fonction militaire ;
- la Commission d'Avancement ;
- le Conseil d'Enquête ;
- la Commission de Réforme.

Art. 45. — Le Conseil supérieur de la Fonction militaire donne son avis sur les questions relatives à la condition et au statut du personnel militaire. Il est consulté sur toutes questions et tous projets de textes, notamment ceux pris en application du présent livre.

Art. 46. — La Commission d'Avancement formule les propositions d'inscription au tableau d'avancement. Elle peut se prononcer également sur les propositions d'avancement à titre exceptionnel.

Art. 47. — Le Conseil d'Enquête est consulté avant le prononcé des sanctions statutaires ou professionnelles.

Art. 48. — La Commission de Réforme est consultée :

1° - pour l'attribution d'une pension d'invalidité ;

2° - avant que le militaire soit :

— mis en congé de longue durée pour maladie ;

— mis en congé pour raison de santé ;

— mis à la retraite ou réformé par suite d'invalidité ou pour aptitude physique insuffisante.

Art. 49. — Un décret précise la composition, l'organisation et le fonctionnement des organes consultatifs prévus au présent chapitre.

#### TITRE II

##### *Dispositions relatives au déroulement des carrières*

#### CHAPITRE I

##### *Hierarchie militaire*

#### Section 1 : *Grade*

Art. 50. — Le grade consacre l'aptitude à exercer une fonction ou un commandement.

Le grade est un titre attribué à chacun des degrés de la hiérarchie. Il s'acquiert par nomination ou par promotion.

Des droits, des devoirs et des prérogatives lui sont rattachés. Chaque grade comporte des échelons.

#### Section 2 : *Catégories de grades*

Art. 51. — La hiérarchie militaire comporte, dans l'ordre croissant, les trois catégories ci-après :

1° les militaires du rang ;

2° les sous-officiers ou officiers mariniers ;

3° les officiers.

Art. 52. — La catégorie des militaires du rang comprend les grades ci-après, dans l'ordre croissant :

1° - soldat de 2<sup>e</sup> classe ou matelot de 2<sup>e</sup> classe ;

2° - soldat de 1<sup>re</sup> classe ou matelot de 1<sup>re</sup> classe ;

3° - caporal, brigadier ou quartier-maître de 2<sup>e</sup> classe ;

4° - caporal-chef, brigadier-chef ou quartier-maître de 1<sup>re</sup> classe.

Art. 53. — La catégorie des sous-officiers comprend les grades ci-après, dans l'ordre croissant :

a) sous-officiers subalternes :

1° - sergent, maréchal des logis ou second maître ;

2° - sergent-chef, maréchal-des-logis-chef ou maître ;

b) sous-officiers supérieurs :

1° - adjudant ou premier maître ;

2° - adjudant-chef ou maître principal ;

3° - adjudant-chef major ou maître principal major.



Art. 54. — La catégorie des officiers comprend les grades ci-après, dans l'ordre croissant :

a) officiers subalternes :

- 1° - sous-lieutenant ou enseigne de vaisseau de 2<sup>e</sup> classe ;
- 2° - lieutenant ou enseigne de vaisseau de 1<sup>re</sup> classe ;
- 3° - capitaine ou lieutenant de vaisseau ;

b) officiers supérieurs :

- 1° - commandant, chef d'escadron ou capitaine de corvette ;
- 2° - lieutenant-colonel ou capitaine de frégate ;
- 3° - colonel ou capitaine de vaisseau ;
- 4° - colonel-major ou capitaine de vaisseau major ;

c) officiers généraux :

- 1° - général de brigade, général de brigade aérienne ou contre-amiral ;
- 2° - général de division, général de division aérienne ou vice-amiral ;
- 3° - général de corps d'armée, général de corps d'armée aérienne ou vice-amiral d'escadre ;
- 4° - général d'armée, général d'armée aérienne ou amiral ;

d) maréchal.

Art. 55. — La hiérarchie militaire comporte, en outre, le grade d'aspirant qui se situe en dessous de celui de sous-lieutenant.

## CHAPITRE 2

### Recrutement

#### Section 1 : Dispositions communes

Art. 56. — Nul ne peut être admis dans les Forces armées :

- 1° - s'il ne possède la nationalité ivoirienne ;
- 2° - s'il est privé de ses droits civiques ;
- 3° - s'il ne présente les aptitudes exigées pour l'exercice de la fonction ;
- 4° - s'il n'est âgé de dix-huit ans au moins.

Ces conditions sont vérifiées au plus tard à la date du recrutement.

#### Section 2 : Dispositions applicables aux militaires de carrière

Art. 57. — Sont militaires de carrière les officiers ainsi que les sous-officiers et officiers mariniens, recrutés dans les conditions précisées dans les articles ci-après, nommés ou promus à un grade de la hiérarchie en vue d'occuper un emploi permanent dans un corps militaire. Ils ne peuvent perdre l'état militaire que pour l'une des causes prévues à l'article 94 du présent Code.

Art. 58. — Les officiers de carrière sont recrutés :

- 1° - par voie de concours d'entrée dans les écoles d'élèves-officiers ;
- 2° - par voie de concours réservés aux candidats régis par les statuts particuliers déterminés par décret.

Art. 59. — Les sous-officiers de carrière sont recrutés par voie de concours direct d'entrée dans les écoles militaires de sous-officiers d'active.

Peuvent être également nommés sous-officiers de carrière, les militaires servant en vertu d'un contrat ayant accompli au moins quatre ans de services militaires effectifs, dont une partie dans un grade de sous-officier ou d'officier marinier, dans les conditions fixées par décret.

#### Section 3 : Dispositions applicables aux militaires servant en vertu d'un contrat

Art. 60. — A l'exception des militaires de carrière, les militaires d'active peuvent servir comme :

- 1° - officiers sous contrat ;
- 2° - militaires engagés ;
- 3° - militaires commissionnés ;
- 4° - volontaires.

Le militaire est recruté par contrat pour une durée déterminée, renouvelable, pour servir dans une des formations de l'Armée d'active. Le service compte à partir de la date d'effet du contrat ou, s'il n'y a pas d'interruption du service, à la date d'expiration du précédent contrat.

Sous réserve des dispositions relatives aux militaires commissionnés, l'intéressé est admis à servir avec le grade acquis. Toutefois, il peut être admis à servir avec un grade inférieur en cas d'interruption de service ou de changement d'armée.

Art. 61. — L'officier est recruté par contrat avec le grade d'aspirant.

Art. 62. — Le militaire commissionné est recruté par contrat pour servir dans une des formations de l'Armée active au grade d'officier ou de sous-officier en vue d'exercer des fonctions à caractère scientifique, technique ou pédagogique, correspondant aux diplômes qu'il détient ou à son expérience professionnelle.

Le grade du militaire commissionné ne donne droit au commandement que dans le cadre de la fonction exercée.

La limite d'âge du militaire commissionné ne peut excéder celle des militaires de carrière de grade correspondant.

Art. 63. — L'engagé est le militaire recruté par contrat pour servir dans la catégorie de militaire du rang ou dans le grade de sous-officier dans une des formations de l'Armée ou une formation rattachée.

La durée et le renouvellement de son contrat sont précisés par décret.

Art. 64. — Toute personne remplissant les conditions fixées à l'article 56 du présent Code, peut être recruté par contrat, pour servir comme volontaire dans les Forces armées.

Ces volontaires sont recrutés avec le grade de caporal pour les militaires du rang, le grade de sergent pour les sous-officiers et d'aspirant pour les officiers.

Art. 65. — Le contrat de volontariat est réservé aux nationaux.

Toutefois, en temps de guerre ou lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient, des ressortissants d'autres pays peuvent être admis à servir par contrat dans les Forces armées, dans les conditions fixées par décret.

#### Section 4 : Dispositions relatives à l'accès des fonctionnaires civils aux corps militaires

Art. 66. — Les personnes régies par le Statut général de la Fonction publique peuvent être détachées auprès des Forces armées pour servir comme militaires.

Art. 67. — Tout fonctionnaire détaché dans un corps militaire est soumis aux devoirs et interdictions y afférents.

## CHAPITRE 3

*Changement d'armée ou de corps*

Art. 68. — Le militaire peut être affecté d'office ou être admis, à sa demande, dans un autre service, une autre spécialité, dans un corps statutaire, une autre arme ou une autre armée. Aucun militaire ne peut, au cours de sa carrière, faire l'objet de plus de deux changements d'office ou bénéficier de plus d'un changement sur demande.

Art. 69. — Les dispositions prévues à l'article 68 du présent Code ne peuvent entraîner ni la modification du grade et de l'ancienneté de grade acquise dans le corps d'origine, ni la prise de rang dans le nouveau corps avant les militaires de même grade et de même ancienneté, ni la perte du bénéfice d'une inscription au tableau d'avancement.

Art. 70. — Les militaires servant en vertu d'un contrat peuvent changer d'armée, le cas échéant, changer de corps de rattachement dans les mêmes conditions que les militaires de carrière. Dans ce cas, il est souscrit un nouvel engagement sans interruption de service.

## CHAPITRE 4

*Nomination*

Art. 71. — Les nominations dans un grade de la hiérarchie militaire sont prononcées :

1° par décret pour les maréchaux, les officiers généraux et les officiers de carrière ou sous contrat ;

2° par arrêté du ministre chargé de la Défense pour les sous-officiers de carrière, les engagés et les volontaires ainsi que pour les officiers et les sous-officiers commissionnés.

3° par ordre général du chef d'état-major général des Armées pour les militaires du rang.

Art. 72. — Les nominations des militaires peuvent intervenir à titre temporaire pour remplir des fonctions pour une durée déterminée. Le grade détenu à ce titre comporte tous les droits, avantages et prérogatives qui lui sont attachés. Il est sans effet sur le rang dans la liste d'ancienneté et de l'avancement.

## CHAPITRE 5

*Notation et avancement**Section 1 : notation*

Art. 73. — Le militaire est noté au moins une fois par an. La notation tient compte de la valeur, de l'aptitude professionnelle et de la manière de servir. Elle est effectuée en toute objectivité et exclut toute référence aux opinions, croyances philosophiques, religieuses ou politiques, ainsi qu'à l'origine ethnique du militaire noté. Les notes lui sont obligatoirement communiquées. Il dispose d'un droit de recours hiérarchique.

*Section 2 : avancement*

Art. 74. — Les avancements sont prononcés dans les mêmes conditions que les nominations.

L'avancement se traduit :

1° par une nomination, dans le cas d'un changement de catégorie ;

2° par une promotion, dans le cas d'un changement de grade à l'intérieur d'une même catégorie.

Art. 75. — L'avancement est le passage à un grade supérieur. Il a lieu soit au choix, soit à l'ancienneté.

Sauf action d'éclat ou services exceptionnels, les promotions ont lieu de façon continue de grade à grade et nul ne peut être promu à un grade s'il ne compte dans le grade inférieur un minimum de durée de service, fixé par voie réglementaire.

Art. 76. — Peut bénéficier d'un avancement à titre exceptionnel, le militaire :

1° auteur d'une action d'éclat ou ayant accompli des services exceptionnels ;

2° grièvement ou mortellement blessé :

— soit à l'occasion d'opérations de maintien de l'ordre ou d'opérations déclarées « campagne de guerre » ;

— soit dans l'exercice de missions de police judiciaire ;

— soit, même en dehors du service, en accomplissant un acte de bravoure dans un intérêt public, au péril de sa vie ;

3° victime, en raison de sa qualité de militaire, d'attentats ou d'actes de violence ;

4° pour nécessité de service.

En temps de paix, nul ne peut bénéficier de plus d'un avancement à titre exceptionnel.

L'avancement à titre exceptionnel peut être octroyé à un militaire à titre posthume.

Il n'est pas prononcé d'avancement à titre honorifique.

Art. 77. — Sous réserve des nécessités du service, l'avancement à un grade inférieur à celui de colonel major est conditionné par l'inscription au tableau d'avancement établi chaque année.

Art. 78. — Les dispositions particulières prévues par décret fixent :

1° les conditions requises pour être promu au grade supérieur ;

2° les conditions d'application de l'avancement au choix ;

3° les proportions respectives et les modalités de l'avancement à l'ancienneté, pour les corps et dans les grades concernés.

## CHAPITRE 6

*Discipline*

Art. 79. — Sans préjudice des sanctions pénales qu'ils peuvent entraîner, les fautes ou manquements commis par les militaires les exposent à des sanctions administratives appelées également punitions.

Art. 80. — Les sanctions administratives applicables aux militaires sont réparties en trois groupes :

1° premier groupe : sanctions disciplinaires

a) l'avertissement ;

b) la consigne ;

c) la réprimande ;

d) le blâme ;

e) les arrêts ;

f) le blâme prononcé par le ministre.

2° deuxième groupe : sanctions professionnelles

a) la suspension temporaire de fonction ;

b) le retrait du certificat professionnel.

3° troisième groupe : sanctions statutaires

a) l'abaissement temporaire d'échelon ;

b) le retrait d'emploi temporaire ;

c) la radiation du tableau d'avancement ;

d) la rétrogradation ;

e) la cassation pour les armées ;

f) la révocation.

Art. 81. — Le Conseil d'Enquête est consulté avant le prononcé des sanctions professionnelles ou statutaires.

Pour un même fait, une sanction disciplinaire et une sanction professionnelle ou statutaire peuvent être prononcées cumulativement. Le militaire à l'encontre duquel une procédure de sanction est engagée a droit à la communication de son dossier individuel, à l'information par son administration de ce droit, à la préparation et à la présentation de sa défense.

Le ministre de la Défense ou les autorités habilitées à cet effet prononcent les sanctions disciplinaires et les sanctions professionnelles ou statutaires, après consultation, s'il y a lieu, du Conseil d'Enquête.

Les sanctions disciplinaires ne peuvent se cumuler entre elles à l'exception des arrêts qui peuvent être appliqués dans l'attente du prononcé de l'une des sanctions des deuxième et troisième groupes qu'il est envisagé d'infliger.

En cas de nécessité, les arrêts et les consignes sont prononcés avec effet immédiat. Les arrêts avec effet immédiat peuvent être assortis d'une période d'isolement.

Les conditions d'application du présent article font l'objet d'un décret.

Art. 82. — Le militaire en situation de désertion ne peut prétendre aux garanties préservant l'emploi ni aux droits attachés à son état.

Art. 83. — En cas de faute grave commise par un militaire, celui-ci peut être immédiatement suspendu de ses fonctions par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire. Le militaire suspendu demeure en position d'activité. Il conserve sa solde et son bail.

La situation du militaire suspendu doit être définitivement réglée dans un délai de quatre mois à compter du jour où la décision de suspension a pris effet. Si, à l'expiration de ce délai, aucune décision n'a été prise par l'autorité ayant pouvoir disciplinaire, l'intéressé est rétabli dans un emploi de son grade, sauf s'il est l'objet de poursuites pénales.

Lorsque le militaire, en raison de poursuites pénales, n'est pas rétabli dans un emploi de son grade, le ministre de la Défense peut déterminer la quotité de la retenue qu'il subit et qui ne peut être supérieure à la moitié de sa solde augmentée de l'indemnité de résidence et du supplément familial de solde. Si le militaire n'a fait l'objet d'aucune sanction disciplinaire, il a le droit au remboursement des retenues opérées sur sa rémunération.

Toutefois, en cas de poursuites pénales, ce droit n'est définitivement arrêté que lorsque la décision rendue par la juridiction saisie est devenue définitive.

Art. 84. — Lorsque la faute commise par le militaire dans l'exercice de ses fonctions constitue une infraction pénale donnant lieu à des poursuites judiciaires, la procédure d'envoi du militaire devant le Conseil d'Enquête peut être engagée à tout moment, sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires.

En revanche, lorsque ladite faute est détachable de l'exercice de ses fonctions, la procédure d'envoi du militaire devant le Conseil d'enquête ne peut être engagée qu'après achèvement de l'action publique.

En cas de détention préventive ou de mise en liberté provisoire du militaire, la suspension de l'intéressé de ses fonctions se produit de plein droit jusqu'à l'intervention d'une décision de l'autorité compétente.

## CHAPITRE 7

### Positions statutaires

Art. 85. — Le militaire de carrière est placé dans l'une des positions ci-après :

- 1° la position d'activité ;
- 2° la position de non-activité ;
- 3° la position de service détaché ;
- 4° la position hors cadres.

#### Section 1 : position d'activité

Art. 86. — La position d'activité est celle du militaire qui occupe un emploi au sein des Forces Armées.

Art. 87. — Demeure en position d'activité, le militaire placé dans l'une des situations suivantes :

- 1° le congé de maladie ;
- 2° le congé de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou d'adoption ;
- 3° le congé de reconversion ;
- 4° le congé de permission ou congé de fin de campagne ;
- 5° la captivité ;
- 6° le congé de solidarité familiale ;
- 7° le congé de présence parentale.

#### Section 2 : position de non-activité

Art. 88. — La position de non-activité est celle du militaire qui, temporairement dépourvu d'emploi, se trouve dans l'une des situations suivantes :

- 1° le congé de longue durée pour maladie ;
- 2° le congé pour raison de santé ;
- 3° le congé du personnel navigant aérien ;
- 4° la disponibilité ;
- 5° le retrait d'emploi ;
- 6° le congé pour convenances personnelles ;
- 7° le congé complémentaire de reconversion.

Art. 89. — Hormis la position de disponibilité, le militaire en position de non-activité reste soumis aux dispositions du présent livre, en particulier à celles relatives aux devoirs, interdictions et obligations, aux règles de service, aux responsabilités et à la discipline.

Un décret précise les règles relatives à la disponibilité.

#### Section 3 : position de service détaché

Art. 90. — La position de service détaché est celle du militaire dont la position d'activité est interrompue pour l'exercice d'un emploi ou d'un mandat public, autre qu'électif, national ou international ou pour l'exercice d'une fonction ministérielle ou de représentation diplomatique.

La mise en position de service détaché est prononcée d'office ou sur demande pour une période d'une durée maximale de cinq ans, renouvelable une seule fois. Cette limitation de durée n'est pas applicable au détachement pour l'exercice d'une fonction préfectorale, ministérielle ou de représentation diplomatique.

Art. 91. — Le militaire en service détaché pour exercer une fonction ministérielle ou de représentation diplomatique, est délié des interdictions et obligations prévues au présent Code, à l'exception de l'obligation de réserve et discrétion prévue à l'article 24 du présent Code.



Art. 92. — A l'expiration de son détachement, le militaire est réintégré d'office dans les cadres.

#### Section 4 : position hors cadres

Art. 93. — La position hors cadres est celle du militaire qui, à l'expiration de son détachement est, à sa demande, maintenu dans l'emploi qu'il exerçait en position de service détaché.

Le militaire en position hors cadres peut demander sa réintégration dans les Forces Armées. Celle-ci est prononcée à la première vacance.

### CHAPITRE 8

#### Fin de l'état militaire

##### Section 1 : dispositions communes

Art. 94. — La cessation définitive des services du militaire résulte :

- 1° de l'admission à la retraite ;
- 2° de la réforme définitive ;
- 3° de la révocation, de la destitution, de la perte du grade ou de la nationalité ivoirienne ;
- 4° de la démission ou de la résiliation du contrat ;
- 5° de l'intégration ou de la titularisation dans la Fonction publique civile ;
- 6° du décès.

Art. 95. — Le militaire est mis à la retraite, soit :

- 1° d'office :
  - après accomplissement de la durée maximale des services ;
  - par la limite d'âge révolue ;
  - par suite d'invalidité ou pour aptitude physique insuffisante, après quinze années de services effectifs et civils dûment validés ;
- 2° sur demande agréée, après quinze années de services militaires effectifs et civils dûment validés.

Art. 96. — A l'exception de l'officier général, tout militaire atteint par la limite d'âge de son grade ou ayant accompli la durée maximale des services peut, à titre exceptionnel ou pour nécessités de service, être maintenu en activité d'office ou sur demande, pour une période maximale d'une année renouvelable une seule fois.

Le militaire rendu à la vie civile peut, dans les mêmes conditions, être rappelé en activité.

Art. 97. — En temps de guerre ou lorsque les circonstances exceptionnelles l'exigent, le militaire admis à la retraite peut être maintenu en activité.

Art. 98. — La réforme est la situation du militaire qui est rendu d'office à la vie civile par suite d'invalidité ou pour aptitude physique insuffisante.

Art. 99. — La révocation est une sanction statutaire par laquelle il est mis fin à la carrière du militaire.

La destitution militaire est une sanction pénale prise en conformité des dispositions du Code pénal.

Art. 100. — La démission est l'acte par lequel le militaire met volontairement fin à sa carrière, sur sa demande agréée. Elle est irrévocable. L'offre de démission peut être assortie de celle du grade détenu.

Art. 101. — L'intégration ou la titularisation dans la Fonction publique civile est une possibilité offerte au militaire d'être fonctionnaire.

#### Section 2 : dispositifs d'accès à la fonction publique civile ou internationale

Art. 102. — Le militaire, lauréat d'un concours de la fonction publique ou admis à un recrutement à un concours, peut demander sa mise en détachement.

Toutefois, la décision de la mise en détachement est prise après information préalable de l'autorité d'emploi et à l'expiration du terme du délai pendant lequel le militaire s'est engagé à rester en activité à la suite d'une formation spécialisée.

Art. 103. — Le militaire remplissant les conditions de grade et d'ancienneté fixées par décret pris en Conseil des ministres peut, sur demande agréée, après un stage probatoire, être détaché pour occuper des emplois correspondant à ses qualifications au sein des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics à caractère administratif, nonobstant les règles de recrutement pour ces emplois.

Après un an de détachement, le militaire peut demander, dans les conditions fixées par décret, son intégration ou sa titularisation dans le corps ou le cadre d'emploi dont relève l'emploi considéré, sous réserve de la vérification de son aptitude.

En cas d'intégration ou de titularisation, l'intéressé est reclassé à un échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui détenu dans le corps d'origine.

Art. 104. — Tout militaire, à l'exception du militaire commissionné, peut se porter candidat pour l'accès aux emplois réservés, sur demande agréée. En cas d'intégration ou de titularisation, la durée des services effectifs du militaire est reprise en totalité.

Les modalités d'accès et d'exercice des emplois réservés sont fixées par décret.

Art. 105. — Durant le détachement prévu aux articles 90 à 92 du présent Code, le militaire perçoit une rémunération au moins égale à celle qu'il aurait perçue s'il était resté en position d'activité au sein des Forces Armées, dans les conditions fixées par décret.

Le militaire est radié des cadres ou rayé des contrôles de l'armée active à la date de son intégration ou de sa titularisation dans le corps ou le cadre d'emploi d'accueil. Le militaire non intégré ou non titularisé au titre des dispositions des articles précités est réintégré dans son corps d'origine ou sa formation de rattachement.

#### Section 3 : dispositifs d'aide au départ

Art. 106. — Le militaire peut bénéficier sur demande agréée :

- 1° de dispositifs d'évaluation et d'orientation professionnelle ;
- 2° d'une formation professionnelle ;
- 3° de mesures d'accompagnement.

Art. 107. — Le militaire peut, s'il en formule la demande, être autorisé à souscrire, dès son recrutement, à une retraite complémentaire auprès d'un organisme dûment habilité.

Art. 108. — Les modalités de mise en œuvre du dispositif d'aide au départ sont détaillées par décret.

#### Section 4 : radiation des cadres ou des contrôles

Art. 109. — L'état militaire cesse, pour le militaire de carrière, lorsque l'intéressé est radié des cadres, et pour le militaire servant en vertu d'un contrat, lorsqu'il est rayé des contrôles.

Art. 110. — La démission du militaire de carrière ou la résiliation du contrat du militaire servant en vertu d'un contrat, régulièrement acceptée par l'autorité compétente, entraîne la cessation de l'état militaire.

Art. 111. — La cessation de l'état militaire intervient d'office dans les cas suivants :

1° dès l'atteinte de la limite d'âge ou de la limite de durée de service pour l'admission obligatoire à la retraite, dans les conditions prévues aux articles 112 et 113 du présent Code ;

2° à la perte du grade, dans les conditions prévues par le Code pénal ou à la suite de la perte de la nationalité ivoirienne ;

3° par mesure disciplinaire dans le cas où elle entraîne la radiation des cadres ou la résiliation du contrat ;

4° pour réforme définitive, après avis de la Commission de Réforme ;

5° pour résultats insuffisants en cours de scolarité, pour les élèves des écoles militaires ;

6° aux termes du congé de reconversion ou du congé complémentaire de reconversion ;

7° lors de la titularisation dans la fonction publique civile, ou dès la réussite à un concours ou recrutement à la fonction publique civile ou internationale.

#### Section 5 : limites d'âge et de durée des services

Art. 112. — Les limites d'âge de maintien en activité des militaires de carrière sont fixées par décret.

Art. 113. — Les limites de durée de service des militaires sous contrat sont fixées par décret.

### TITRE III

#### Dispositions particulières à certaines catégories de militaires

#### CHAPITRE I

##### Maréchaux et officiers généraux

Art. 114. — Les maréchaux et les officiers généraux des Forces Armées de Côte d'Ivoire en activité et à la retraite bénéficient de dispositions particulières.

Art. 115. — En activité, les maréchaux et les officiers généraux bénéficient :

— d'une solde de base calculée à partir de celle du colonel 5<sup>e</sup> échelon, célibataire et sans enfant, affecté d'un coefficient multiplicateur ;

— d'accessoires de solde ;

— de moyens humains et matériels.

Art. 116. — A la retraite, les maréchaux et les officiers généraux bénéficient outre la pension :

— d'un traitement ;

— d'un personnel ;

— de moyens matériels.

Art. 117. — Un décret précise le coefficient affecté au calcul de la solde de base, le montant des accessoires de solde, le personnel ainsi que les moyens matériels mis à la disposition des maréchaux et les officiers généraux.

Art. 118. — Le maréchal ou l'officier général ayant atteint la limite d'âge de son grade peut d'office ou sur demande être maintenu en activité à la disposition du Président de la République.

Le maintien en activité est prononcé pour une période maximale n'excédant pas deux ans.

Art. 119. — Le maréchal ou l'officier général maintenu en activité conserve les avantages attachés à sa qualité.

Art. 120. — Les dispositions du présent article sont également applicables aux maréchaux et aux officiers généraux à la retraite à la date d'entrée en vigueur du présent Code.

### CHAPITRE 2

#### Militaires servant au titre de la réserve opérationnelle

Art. 121. — Les dispositions des articles 3, 6, 18, 23 et 32, des articles 37 à 39, des articles 41 à 43, des articles 51 à 54, des articles 72 à 84, des 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> de l'article 84 et de l'article 89 du présent Code sont applicables aux réservistes qui exercent une activité au titre d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou au titre de la disponibilité.

Art. 122. — L'officier ou le sous-officier de la réserve opérationnelle ne peut être promu au grade supérieur que s'il compte, dans le grade détenu, une ancienneté au moins égale à celle de l'officier ou du sous-officier de carrière du même corps et du même grade le moins ancien en grade promu, à titre normal, la même année.

Art. 123. — Les réservistes exerçant une activité en vertu d'un engagement à servir dans la réserve opérationnelle ou de la disponibilité peuvent demeurer affiliés à des groupements politiques ou syndicaux. Ils doivent toutefois s'abstenir de toute activité politique ou syndicale pendant les périodes de présence sous les drapeaux.

### CHAPITRE 3

#### Fonctionnaires en détachement servant exceptionnellement en qualité de militaire

Art. 124. — Durant leur détachement, les articles 1, 3, 6, 18, 21 à 23, 25, 32, 37 à 39, 41 et 83 du présent Code sont applicables aux fonctionnaires en détachement servant exceptionnellement en qualité de militaire au sein des services des Forces Armées.

## LIVRE II : RESERVES DES FORCES ARMEES

### TITRE I

#### Dispositions communes

Art. 125. — Les citoyens concourent à la défense de la Nation. Ce devoir peut s'exercer par la participation à des activités militaires dans les réserves des Forces Armées. La réserve s'inscrit dans un parcours qui permet à tout citoyen d'exercer son droit à contribuer à la défense de la Nation.

Les réserves qui sont une des composantes des Forces Armées, ont pour objet de renforcer les capacités de celles-ci, d'entretenir l'esprit de défense et de contribuer au maintien du lien Armée-Nation.

Les réserves sont constituées de la Réserve opérationnelle et de la Réserve citoyenne.

Art. 126. — Ne peuvent être admises dans les Réserves des Forces Armées, les personnes privées de leur droits civiques, interdites d'exercer un emploi public, condamnées à une peine criminelle ou ayant fait l'objet de destitution ou de la perte de grade.

### TITRE II

#### Réserve opérationnelle

#### CHAPITRE I

##### Dispositions générales

Art. 127. — La réserve opérationnelle a pour mission de renforcer les unités d'active et les structures de commandement en cas de crise ou d'événements exceptionnels, survenant tant sur le territoire national que sur les théâtres extérieurs.

Le militaire de réserve est susceptible d'assurer les missions généralement confiées à un militaire d'active, et doit être employé en substitution ou en complément des personnels d'active dans des domaines de compétences détenus ou non par le service.

Art. 128. — La réserve opérationnelle comprend :

- a) les militaires de carrière démissionnaires ou retraités soumis à l'obligation de disponibilité ;
- b) les anciens militaires ayant servi sous contrat encore soumis à l'obligation de disponibilité ;
- c) les anciens policiers, douaniers, agents des eaux et forêts, gardes pénitentiaires, agents des affaires maritimes et portuaires démissionnaires ou retraités soumis à l'obligation de disponibilité ;
- d) les volontaires ayant souscrit auprès de l'autorité militaire, un engagement à servir dans la réserve opérationnelle.

Art. 129. — Le militaire de carrière rendu à la vie civile et l'ancien personnel relevant de forces assimilées sont maintenus dans la réserve opérationnelle pour une période de cinq ans au-delà de la limite d'âge de leur grade.

Le militaire du rang sous contrat, rendu à la vie civile, est maintenu dans la réserve opérationnelle jusqu'à l'âge de quarante ans.

Les volontaires sont admis dans la réserve opérationnelle, directement ou à l'issue d'une préparation militaire, en qualité de militaire du rang, de sous-officier ou d'officier.

Art. 130. — Le réserviste affecté à un emploi dans la réserve opérationnelle conserve le grade détenu en activité. Il peut :

- bénéficier d'un avancement ;
- être rétrogradé ;
- être cassé de son grade.

## CHAPITRE 2

### *Service dans la réserve opérationnelle*

Art. 131. — Tout contrat d'engagement à servir dans la réserve opérationnelle est souscrit pour une durée renouvelable n'excédant pas cinq ans en vue :

- de recevoir une formation ou de suivre un entraînement ;
- d'apporter un renfort temporaire aux Forces Armées ;
- de dispenser un enseignement de défense ;
- de participer aux actions civilo-militaires, destinées à faciliter l'interaction des forces opérationnelles avec leur environnement civil ;
- de servir auprès d'une entreprise qui participe au soutien des Forces Armées ou accompagne des opérations de production et d'exportation relevant du domaine de la défense ;
- de participer à des travaux de réflexions sur la défense civile ;
- de contribuer à toute autre étude nécessaire au bon fonctionnement des Armées.

Les missions peuvent s'exercer en dehors du territoire national et les volontaires sont soumis à l'exercice du pouvoir hiérarchique.

Art. 132. — Des spécialistes volontaires, sans formation militaire spécifique, peuvent être appelés par les Forces Armées pour exercer des fonctions déterminées correspondant à leur qualification ou compétence professionnelle civile.

Le grade attaché à l'exercice de cette fonction de spécialiste dans la réserve opérationnelle est conféré par arrêté du ministre de la Défense. Il ne donne pas droit à l'exercice du commandement hors du cadre de la fonction exercée.

Art. 133. — La durée des activités à accomplir au titre de l'engagement à servir dans la réserve opérationnelle est décidée conjointement par le ministre de la Défense et le réserviste sans pouvoir excéder trente jours par année civile, sauf en cas de mise en disponibilité.

Le réserviste peut s'absenter de son poste de travail, dans la limite de cinq jours ouvrés par année civile, au titre de ses activités militaires, sous réserve de prévenir l'employeur de son absence un mois au moins avant son départ.

Art. 134. — Lorsque le réserviste accomplit son engagement de service dans la réserve opérationnelle pendant son temps de travail et que les activités prévues à l'article 133 du présent Code dépassent cinq jours ouvrés par année civile, il doit obtenir l'accord de son employeur, sous réserve de dispositions plus favorables résultant du contrat de travail, de conventions ou accords collectifs de travail, de conventions conclues entre l'employeur et le ministre de la Défense.

La demande d'accord doit être formulée avec un préavis de deux mois. Si l'employeur oppose un refus, cette décision doit être motivée et notifiée à l'intéressé ainsi qu'à l'autorité militaire dans les quinze jours qui suivent la réception de la demande.

Art. 135. — En cas de nécessité liée à l'emploi opérationnel des forces, les activités dans la réserve opérationnelle peuvent être prolongées par le ministre de la Défense, pour une durée qui ne peut excéder quatre-vingt-dix jours par année civile, après accord du réserviste volontaire et de son employeur.

La formation militaire spécifique de ce réserviste peut être prolongée dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa précédent pour une période maximale de trente jours.

En tout état de cause, la durée des activités de formation et d'emploi dans la réserve opérationnelle ne peut excéder cent vingt jours, sauf en cas de disponibilité.

## CHAPITRE 3

### *Disponibilité opérationnelle*

Art. 136. — Les réservistes soumis à l'obligation de disponibilité opérationnelle peuvent être convoqués afin de contrôler leurs aptitudes physique et intellectuelle, pour une durée qui ne peut excéder cinq jours sur cinq ans.

Art. 137. — En cas de circonstances exceptionnelles, le ministre de la Défense peut faire appel, pour une durée déterminée, à tout ou partie des réservistes soumis à l'obligation de disponibilité.

Les réservistes soumis à l'obligation de disponibilité appelés sont tenus de répondre aux ordres d'appel individuels ou collectifs et de rejoindre leur affectation pour servir au lieu et dans les conditions qui leur sont assignées.

## CHAPITRE 4

### *Garanties et avantages*

Art. 138. — Les réservistes en activité dans la réserve opérationnelle ou en disponibilité bénéficient de la solde et des accessoires qui s'y rattachent dans les mêmes conditions que les militaires en activité.



Art. 139. — Pendant la période d'activité dans la réserve opérationnelle, l'intéressé bénéficie, pour lui et pour ses ayants droit, des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès, dans les conditions prévues par le régime de la sécurité sociale et le régime des pensions militaires.

Art. 140. — Par dérogation aux dispositions de l'article 135 du présent Code, en cas de disparition, d'enlèvement ou s'ils sont faits prisonniers pendant qu'ils exercent une activité dans la réserve opérationnelle, les réservistes conservent leur qualité de militaire jusqu'à leur réapparition ou leur libération ou jusqu'au jugement déclaratif d'absence ou à l'établissement officiel de leur décès.

Art. 141. — Aucun licenciement ou déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés à l'encontre d'un réserviste en raison des absences résultant de l'application des dispositions du présent Code.

Art. 142. — Le contrat de travail du salarié est suspendu pendant sa période d'activité dans la réserve opérationnelle.

Toutefois, la période de suspension prévue à l'alinéa précédent est considérée comme une période de travail effectif pour les avantages légaux et conventionnels en matière d'ancienneté, d'avancement, de congés payés et de droits aux prestations sociales.

Art. 143. — Le réserviste victime de dommages subis dans le service ou à l'occasion du service et, en cas de décès, ses ayants droit obtiennent de l'Etat, la réparation intégrale du dommage subi, suivant les règles du Livre I du présent Code.

### TITRE III

#### *Réserve citoyenne*

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Dispositions générales*

Art. 144. — La réserve citoyenne a pour objet d'entretenir l'esprit de défense, de renforcer le lien Armée-Nation et de fournir, dans les conditions prévues à l'article 124 du présent Code, les renforts nécessaires aux Forces armées.

Le réserviste citoyen est un civil qui apporte son soutien à l'Armée et à la Défense sans toutefois remplir de fonctions opérationnelles.

Les activités qui se rattachent à la réserve citoyenne peuvent s'inscrire dans une démarche interarmées ou dans le cadre d'un projet particulier propre à une Armée ou une formation rattachée, à un état-major ou à une unité.

Art. 145. — Les réservistes citoyens ont le statut de collaborateurs temporaires du service public. Ils peuvent être affectés notamment à des activités :

- de sensibilisation et d'information sur les questions de défense civile et action de l'Etat en mer ;
- de contribution à la mise en œuvre de partenariats avec des entreprises ;
- de délivrance d'une expertise au profit d'une unité ou d'un état-major ;
- de participation aux cérémonies liées au devoir de mémoire ;
- de contribution à la communication sur la réserve militaire et les Forces armées ;
- de formation, en particulier au profit de la jeunesse ;
- de recueil de l'information ouverte ;

— de participation au recrutement et aide à la reconversion de militaires ;

— de participation aux secours en cas de catastrophes ;

— de participation à des travaux de réflexion sur la Défense civile ;

— de participation à toute autre étude nécessaire au bon fonctionnement des Armées.

Art. 146. — Sont susceptibles de faire partie de la réserve citoyenne, tout Ivoirien désireux de participer à la défense de la nation, les anciens volontaires de la réserve opérationnelle, les anciens militaires de carrière ainsi que les anciens policiers, douaniers, agents des eaux et forêts, gardes pénitentiaires, agents des affaires maritimes et portuaires démissionnaires ou retraités déliés de leur obligation de disponibilité.

Art. 147. — Le ministre de la Défense peut faire appel aux réservistes citoyens pour, avec leur accord, les affecter dans la réserve opérationnelle. Les intéressés souscrivent alors un engagement à servir dans la réserve opérationnelle.

Art. 148. — Le réserviste citoyen, lorsqu'il est appelé à servir dans la réserve opérationnelle, est justiciable tant des juridictions militaires que des juridictions de droit commun dans les mêmes conditions que le militaire en activité.

#### CHAPITRE 2

##### *Dispositions relatives au service dans la réserve citoyenne*

Art. 149. — Pour servir dans la réserve citoyenne, le citoyen doit être agréé par le ministre de la Défense.

Art. 150. — Il est attribué au réserviste servant dans le cadre de la réserve citoyenne un grade à titre honorifique qui ne lui permet pas d'exercer un commandement.

Art. 151. — Le réserviste servant dans le cadre de la réserve citoyenne bénéficie d'une rémunération, de garanties et d'avantages dans les conditions définies par décret.

Art. 152. — Le réserviste servant dans le cadre de la réserve citoyenne est tenu de se conformer au règlement de service et de discipline générale dans les Forces armées.

Art. 153. — Le réserviste citoyen a la qualité de civil. Il est à ce titre, justiciable des juridictions de droit commun.

### LIVRE III : REGIME GENERAL DES PENSIONS MILITAIRES

Art. 154. — Le régime général des pensions militaires concerne :

- 1°- la pension de retraite et la solde de réforme ;
- 2°- la pension d'invalidité ;
- 3°- la rente viagère.

#### TITRE I

##### *La pension de retraite et la solde de réforme*

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Dispositions générales*

Art. 155. — La pension de retraite est une allocation pécuniaire, personnelle et viagère.

Art. 156. — La solde de réforme est une allocation pécuniaire et personnelle versée au militaire pendant une durée égale à celle des services effectivement accomplis.

## CHAPITRE 2

*Le droit à pension de retraite ou à solde de réforme*

Art. 157. — Le droit à pension de retraite est acquis au militaire rendu à la vie civile après avoir effectué quinze années au moins de services militaires effectifs et de services civils dûment validés. Ce temps de service peut être réduit pour les périodes ouvrant droit à bonifications pour campagne, en conformité des dispositions de l'article 165 du présent Code.

Art. 158. — Le militaire rendu à la vie civile et n'ayant pas acquis droit à pension de retraite est admis au bénéfice d'une solde de réforme, s'il a accompli un temps de service égal ou supérieur à cinq années.

## Section 1 : les services constitutifs du droit à pension de retraite ou à solde de réforme

Art. 159. — Les services pris en compte pour la constitution du droit à pension de retraite ou à solde de réforme sont :

- 1° - les services militaires accomplis à partir de l'âge de dix-huit ans dans les Forces armées ;
- 2° - les services civils dûment validés ;
- 3° - les services accomplis par le militaire maintenu au-delà de la limite d'âge ou de la durée maximale des services.

## Section 2 : les bonifications

Art. 160. — Les services pris en compte pour la constitution du droit à pension de retraite ou du droit à solde de réforme sont bonifiés en raison des charges et sujétions de l'état de militaire.

Les bonifications du droit à pension de retraite ou à solde de réforme sont accordées au militaire ayant accompli au moins quinze années de services militaires effectifs à raison d'une annuité par période de cinq ans. Le total de ces annuités ne peut excéder cinq.

Art. 161. — Des bonifications sont également accordées au militaire :

- 1° - pour les opérations déclarées campagne de guerre ou des opérations de maintien de l'ordre effectuées sur le territoire national ou hors de celui-ci ;
- 2° - pour les services accomplis, soit :
  - dans le cadre de missions opérationnelles ;
  - dans des zones déclarées dangereuses ;
  - dans des unités mises sur pied de guerre ;
  - à bord de bâtiments de la Marine nationale ;
- 3° - prisonnier de guerre, pour le temps passé en captivité ;
- 4° - pour les services aériens ou sous-marins ;
- 5° - en cas de radiation des cadres pour raison d'invalidité ou d'aptitude physique insuffisante imputable au service ;
- 6° - au titre du bénéfice pour études préliminaires nécessaires au recrutement de l'intéressé ;
- 7° - dans le cas des militaires féminins, pour leurs enfants légitimes, légitimés, adoptés ou nés hors mariage et dont la filiation a été légalement établie.

Art. 162. — Les bonifications prévues aux 1°, 2°, 3° et 4° de l'article précédent peuvent donner lieu à demi-campagne, campagne simple ou campagne double.

## CHAPITRE 3

*La liquidation de la pension de retraite ou de la solde de réforme*

## Section 1 : le décompte des annuités liquidables

Art. 163. — La liquidation des pensions de retraite et des soldes de réforme est effectuée sous forme d'annuités liquidables calculées sur la base des services constitutifs du droit et des bonifications éventuelles, dans la limite d'un total de quarante annuités.

Au décompte final, la fraction de semestre égale ou supérieure à trois mois est comptée pour six mois. Celle inférieure à trois mois n'est pas prise en compte.

## Section 2 : la solde de base

Art. 164. — La pension de retraite ou la solde de réforme est basée sur la solde afférente au grade et à l'échelon effectivement détenus au moment de la cessation des fonctions ou acquis à titre posthume.

Art. 165. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, le militaire, s'il totalise vingt-cinq années au moins de services, peut, sur sa demande, être admis à la retraite avec une pension calculée sur la solde afférente au grade et à l'échelon immédiatement supérieurs à ceux déjà détenus.

## Section 3 : le calcul et la liquidation de la pension de retraite ou de la solde de réforme

Art. 166. — La pension de retraite est fixée par annuités liquidables à 2% de la solde de base à laquelle s'ajoutent éventuellement les majorations pour enfants.

Les majorations pour enfants sont de 10% de la pension initiale en ce qui concerne le militaire ayant élevé au moins trois enfants de leur naissance jusqu'à l'âge de 16 ans et de 5% par enfant au-delà du troisième.

Le total de la pension majorée ne peut excéder le montant de la solde de base.

Art. 167. — La solde de réforme est fixée au tiers de la solde de base. Elle est ramenée au quart lorsque le placement en position de réforme résulte de la révocation.

Art. 168. — En aucun cas, à égalité d'ancienneté de service, la pension de retraite ou la solde de réforme ne peut être inférieure :

- 1° - à 90% de celle du sergent, du maréchal des logis ou du second maître, en ce qui concerne le caporal-chef ou le quartier-maître de première classe ;
- 2° - à 80% de celle du sergent, du maréchal des logis ou du second maître, en ce qui concerne le caporal-chef ou le quartier-maître, le soldat ou le matelot.

## CHAPITRE 4

*La jouissance de la pension de retraite ou de la solde de réforme*

Art. 169. — La jouissance de la pension de retraite ou de la solde de réforme est immédiate.

Art. 170. — Le militaire bénéficiaire d'une solde de réforme peut, dans un délai de trois mois, en demander la conversion en une somme en capital.

Le montant acquis est versé au bénéficiaire en une seule fois ou par fractions.

Le versement effectué au titre de la liquidation des droits de l'intéressé dégage l'Etat de tout autre paiement ultérieur.

## TITRE II

*La pension d'invalidité*

## CHAPITRE PREMIER

*Dispositions générales*

Art. 171. — La pension d'invalidité est une allocation pécuniaire personnelle attribuée à titre temporaire ou définitif au militaire devenu invalide par suite de blessures ou maladie du fait ou à l'occasion du service.

La pension d'invalidité est également attribuée au militaire dont l'invalidité étrangère au service a été aggravée du fait ou à l'occasion de celui-ci.

## CHAPITRE 2

*Le droit à pension d'invalidité*

## Section 1 : l'acquisition du droit

Art. 172. — Le droit à pension d'invalidité est acquis après avis de la Commission de réforme, conformément aux dispositions de l'article 48 du présent Code.

La pension d'invalidité est temporaire lorsque le militaire est atteint d'une invalidité temporaire. Elle est concédée pour une année. Elle est renouvelable.

La pension d'invalidité est définitive lorsque le militaire est atteint d'une invalidité reconnue définitive. Elle devient alors viagère.

Art. 173. — En cas de pluralité d'infirmités dont l'une ouvre droit à pension d'invalidité temporaire, le militaire a droit à cette pension pour l'ensemble de ses infirmités.

Art. 174. — La pension d'invalidité est acquise au militaire à compter de la date :

- 1° - de son accident lorsque l'invalidité résulte de celui-ci ;
- 2° - de sa première présentation devant la Commission de Réforme lorsque l'invalidité résulte d'une maladie.

## Section 2 : les éléments constitutifs du droit

Art. 175. — Le taux des pensions d'invalidité est fixé d'après le degré d'invalidité.

Ne sont prises en considération que les infirmités entraînant un degré d'invalidité au moins égal :

- à 15% en cas d'infirmité simple ;
- à 30% en cas d'infirmités multiples.

En cas d'aggravation, par le fait ou à l'occasion du service, d'une infirmité étrangère à celui-ci, seul le taux correspondant à cette aggravation est pris en considération.

Art. 176. — La pension temporaire est transformée en rente viagère ou supprimée, dans un délai :

- 1° - de deux années, dans le cas où la ou les infirmités résultent uniquement de blessures ;
- 2° - de cinq années, dans le cas où la ou les infirmités résultent de maladie.

## CHAPITRE 3

*Le montant des pensions d'invalidité*

## Section 1 : le montant de base

Art. 177. — Le montant de la pension d'invalidité est fixé par rapport au degré d'invalidité. Il est arrêté à la fraction de la solde afférente à l'indice moyen de son grade pour l'officier et le sous-officier et à l'indice minimum du premier grade de sous-officier pour le militaire du rang.

## Section 2 : les majorations et les allocations spéciales

Art. 178. — Est grand mutilé de guerre le militaire qui, par suite de blessures de guerre, est soit atteint de lésions entraînant une invalidité d'au moins 60%, soit atteint d'une infirmité entraînant une invalidité d'au moins 85%, soit atteint d'infirmités multiples portant globalement son invalidité à au moins 85% et dont l'une a un degré d'invalidité au moins égal à 60%.

Art. 179. — Est grand mutilé le militaire qui, à la suite de blessures reçues ou de maladies contractées par le fait ou à l'occasion du service, est atteint des lésions et infirmités mentionnées à l'article précédent.

Art. 180. — Est grand invalide le militaire autre que ceux mentionnés aux articles 178 et 179 du présent Code, atteint d'une ou plusieurs infirmités entraînant globalement une invalidité égale ou supérieure à 85%.

Art. 181. — Le montant de la pension d'invalidité est majoré :

- de 30% pour le grand mutilé de guerre ;
- de 20% pour le grand mutilé ;
- de 10% pour le grand invalide.

Ces majorations ne se cumulent pas entre elles.

Art. 182. — Des allocations spéciales sont accordées au titulaire d'une pension d'invalidité incapable de se mouvoir et d'accomplir les actes essentiels de la vie.

Elles sont cumulables avec les majorations mentionnées à l'article précédent.

## CHAPITRE 4

*Les avantages particuliers*

## Section 1 : les soins gratuits

Art. 183. — Tout militaire bénéficiaire d'une pension d'invalidité a droit à la gratuité des soins pour l'infirmité qui a justifié l'attribution de la pension. Cette gratuité est étendue à l'hospitalisation, aux médicaments et aux actes paramédicaux indispensables au traitement de l'infirmité.

Le bénéfice de ces dispositions est étendu au militaire titulaire d'une pension d'invalidité et rendu à la vie civile.

## Section 2 : les appareils et accessoires

Art. 184. — Le militaire bénéficiaire d'une pension d'invalidité a droit aux appareils et accessoires rendus nécessaires par l'infirmité qui a motivé l'attribution de la pension.

Ces appareils et accessoires sont fournis, réparés et remplacés aux frais de l'Etat.

## Section 3 : la rééducation professionnelle

Art. 185. — Le militaire bénéficiaire d'une pension d'invalidité qui, du fait d'une blessure ou d'une infirmité ne peut plus exercer d'activité militaire, a droit à une rééducation professionnelle aux frais de l'Etat.

## Section 4 : l'aide à la reconversion

Art. 186. — Le militaire bénéficiaire d'une pension d'invalidité et définitivement reconnu inapte au service peut bénéficier d'une aide à la reconversion.

## Section 5 : la protection sociale

Art. 187. — Le bénéfice des prestations servies par des organismes sociaux de l'Etat est accordé à titre gratuit au titulaire d'une pension d'invalidité correspondant à un taux d'incapacité d'au moins 85%.

## Section 6 : la gratuité du transport

Art. 188. — Le grand mutilé de guerre, le grand mutilé et le grand invalide ont droit, sur l'ensemble du territoire ivoirien, à la gratuité du transport assuré par les sociétés nationales de transport public.

## TITRE III

*La rente viagère*

Art. 189. — La rente viagère est une allocation pécuniaire versée aux ayants cause d'un militaire décédé, soit :

- des suites d'un événement survenu du fait ou à l'occasion du service ;
- de l'aggravation d'une invalidité résultant d'un accident survenu du fait ou à l'occasion du service ;
- de l'aggravation d'une invalidité résultant d'une maladie contractée du fait ou à l'occasion du service.

Le montant de la rente viagère est fixé à 100% de la solde afférente à l'indice moyen du grade détenu par le militaire décédé. Ce montant est réparti à raison de 50% pour le conjoint survivant et de 50% pour les orphelins.



## TITRE IV

*Dispositions communes et diverses*

## CHAPITRE PREMIER

*La retenue pour pension*

Art. 190. — Le militaire bénéficiaire du présent régime de pensions supporte une retenue de 6% sur la solde de base afférente à son grade et à son échelon.

En cas de perception d'un traitement réduit pour cause de congé, d'absence, par mesure disciplinaire ou pour toute autre cause, le montant de la retenue est le même que celui qui serait prélevé sur la solde de base perçue normalement.

Art. 191. — Aucune pension de retraite, solde de réforme, pension d'invalidité ou rente viagère ne peut être concédée si les retenues pour pension n'ont pas été effectuées.

Art. 192. — La retenue légalement perçue peut être remboursée.

Le remboursement intervient à tout moment à la demande du bénéficiaire ou des ayants cause du militaire réformé ou du militaire qui quitte le service avant d'avoir acquis le droit à pension.

Une retenue pour pension irrégulièrement prélevée n'ouvre aucun droit à pension de retraite mais est remboursée, sans intérêt, à la demande du bénéficiaire.

## CHAPITRE 2

*La concession et la révision*

Art. 193. — La concession est l'acte juridique attribuant au militaire une pension de retraite, une solde de réforme, une pension d'invalidité ou une rente viagère.

Art. 194. — La pension de retraite, la solde de réforme, la pension d'invalidité et la rente viagère peuvent à tout moment :

1° - être révisées dans l'un des cas suivants :

- lorsqu'une erreur matérielle de liquidation ou une omission est constatée ;

- lorsque l'énoncé des actes ou des documents au vu desquels l'acte de concession a été pris est reconnu erroné à l'un ou à l'autre titre ;

- lorsque la valeur du point d'indice ou de l'indice est modifiée ;

2° - être supprimées lorsque les prestations ont été accordées à la suite de fraude portant sur le droit de substitution de personne, de simulation d'affectation ou d'erreurs médicales ;

3° - être révisées ou supprimées lorsqu'il y a erreur de droit.

Art. 195. — La révision ou la suppression est décidée dans les mêmes formes que la concession initiale.

Art. 196. — La restitution des sommes indûment perçues est exigible lorsqu'il est établi que le bénéficiaire est de mauvaise foi. Elle est poursuivie en tant que de besoin.

Art. 197. — Sauf rappel en activité, le militaire en situation de retraite ne peut acquérir de nouveaux droits à pension de retraite à titre militaire.

## CHAPITRE 3

*La suspension des droits*

Art. 198. — Le droit à pension de retraite, à solde de réforme ou à pension d'invalidité est suspendu dans les cas suivants :

1° - condamnation à une peine criminelle pendant la durée de celle-ci ;

2° - agissements malhonnêtes à caractère financier ou comptable, ayant entraîné :

- la révocation, pour le militaire en activité ;

- une condamnation, pour le militaire à la retraite ;

3° - déchéance partielle ou totale de l'autorité parentale.

Art. 199. — En cas de suspension, les ayants cause perçoivent 50% de la pension de retraite, de la pension de réforme ou de la pension d'invalidité, éventuellement augmentés de la majoration pour enfants.

## CHAPITRE 4

*L'incessibilité et l'insaisissabilité*

Art. 200. — La solde de réforme, la pension d'invalidité et la rente viagère sont incessibles et insaisissables, sauf dans les cas de créance alimentaire et de créance envers l'Etat et ses démembrements.

## CHAPITRE 5

*Les cumuls*

Art. 201. — Le militaire rendu à la vie civile avec le bénéfice de la pension de retraite, de la solde de réforme ou de la pension d'invalidité peut exercer contre rémunération une activité dans le secteur privé ou une activité indépendante lucrative.

Art. 202. — Le militaire dont l'admission à la retraite n'a pas été prononcée pour limite d'âge a la possibilité, lorsqu'il est nommé dans un emploi de l'Etat, de renoncer à la faculté de cumuler sa pension avec son traitement d'activité en vue d'acquérir de nouveaux droits à pension.

Art. 203. — La renonciation prévue à l'article précédent doit être expressément formulée dans un délai maximum de trois mois suivant la date de prise d'effet de la nomination.

Art. 204. — Le militaire titulaire d'une pension de retraite, d'une solde de réforme ou d'une pension d'invalidité peut cumuler celle-ci avec sa solde en cas de rappel en activité.

Art. 205. — La pension de retraite ou la solde de réforme est cumulable avec la pension d'invalidité et toute autre allocation.

Art. 206. — La pension d'invalidité est cumulable avec la solde. Toutefois, elle peut être :

1° - au plus égale à 50% de la solde afférente au grade et à l'échelon détenus par le militaire, lorsqu'il se trouve en position d'activité ou de non-activité ;

2° - supérieure à 50% de cette solde dans les cas suivants :

- lorsque le militaire se trouve en situation de retrait d'emploi ;

- lorsque l'invalidité est imputable à un acte de bravoure ou à un acte de dévouement dans un intérêt public.

## TITRE 5

*La réversion des droits aux ayants cause*

Art. 207. — Les droits acquis par un militaire en matière de pensions font l'objet d'une réversion à ses ayants cause.

## CHAPITRE PREMIER

*Les droits du conjoint survivant*

Art. 208. — Le conjoint survivant d'un militaire a droit à la réversion de 50 % de la pension de retraite ou de la solde de réforme et de la pension d'invalidité.

Art. 209. — Les droits à réversion passent à tous les orphelins mineurs du militaire, lorsque le conjoint survivant vit en concubinage notoire, se remarie, est déchu de ses droits parentaux, est incapable ou décède.

Hormis le cas de décès, le conjoint survivant peut, à sa demande, recouvrer ses droits à réversion lorsque cessent les situations énoncées à l'alinéa précédent.

Art. 210. — La perte des droits à réversion peut être prononcée si le conjoint survivant avait introduit une instance en divorce.

La perte des droits à réversion n'est plus applicable si le conjoint survivant avait introduit une requête en annulation d'instance.

## CHAPITRE 2

*Les droits des orphelins*

Art. 211. — Tous les enfants orphelins mineurs dont la filiation est légalement établie à l'égard du militaire décédé ont droit, à parts égales, à la réversion de 50% de la pension de retraite ou de la solde de réforme et de la pension d'invalidité ou de la rente viagère.

Art. 212. — Sont assimilés aux enfants mineurs, les héritiers directs majeurs qui, jusqu'au jour du décès du militaire, se trouvent à sa charge par suite d'une infirmité permanente les mettant dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins. La réversion est suspendue lorsque ces orphelins cessent d'être dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins ou, dans le cas de la solde de réforme, au moment de l'extinction du droit.

Art. 213. — A la part de la rente viagère des orphelins s'ajoute celle du conjoint survivant, lorsque l'une des conditions prévues à l'alinéa premier de l'article 209 du présent Code est remplie.

Art. 214. — Aucune condition d'antériorité de la naissance ou de l'adoption par rapport à la date de cessation des services du militaire n'est exigée des orphelins.

La filiation des enfants nés de la veuve postérieurement au décès du militaire s'établit conformément aux dispositions du Code civil en matière de paternité et de filiation.

Art. 215. — La pension de réversion des orphelins mineurs est versée, soit au conjoint survivant, soit au tuteur légal.

La pension de réversion des orphelins majeurs assimilés incapables est versée au tuteur légal.

## CHAPITRE 3

*Les droits des ascendants*

Art. 216. — A défaut de conjoint survivant, d'orphelins mineurs ou d'orphelins majeurs assimilés, la réversion des pensions du militaire est effectuée à parts égales au profit des ascendants du premier degré ou, à défaut, des adoptants.

## TITRE VI

*Dispositions transitoires*

Art. 217. — En attendant la prise du décret relatif aux modalités d'application du présent livre, les dispositions du décret n° 2004-569 du 21 octobre 2004 déterminant les modalités et les règles applicables aux pensions militaires sont rétablies.

**LIVRE IV : DISPOSITIONS FINALES**

Art. 218. — Des décrets pris en Conseil des ministres déterminent les modalités d'application du présent Code.

Art. 219. — Le présent Code abroge la loi n°95-695 du 7 septembre 1995 portant Code de la fonction militaire ainsi que les dispositions contraires de l'ordonnance n°2012-303 du 4 avril 2012 portant organisation des régimes de pensions gérés par la Caisse générale de Retraite des Agents de l'Etat, en abrégé CGRAE, notamment celles relatives à la pension militaire.

Art. 220. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 8 décembre 2016.

Alassane OUATTARA.

**PARTIE NON OFFICIELLE****ANNONCES**

*L'administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.*

ARRETE n° 790/MEMIS/DGAT/DAG/SDVA portant autorisation et fonctionnement de l'association culturelle étrangère dénommée : « COMMUNAUTE APOSTOLIQUE SAINT FRANÇOIS-XAVIER ».

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE,  
Vu la Constitution ;

Vu la loi n°60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations ;

Vu le décret n° 2011-388 du 16 novembre 2011 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de l'Intérieur et de la Sécurité ;

Vu le décret n° 2016-02 du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-04 du 12 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°2016-21 du 27 janvier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2016-339 du 25 mai 2016 ;

Vu les conclusions de l'enquête de moralité, objet du rapport n° 0875/MEMIS/DRG en date du 15 avril 2014 du directeur des Renseignements généraux ;

Vu le dossier présenté par l'association culturelle étrangère dénommée « COMMUNAUTE APOSTOLIQUE SAINT FRANÇOIS-XAVIER » en date du 16 avril 2014,

## ARRETE :

Article 1. — Sont autorisés la constitution et le fonctionnement de l'association culturelle étrangère dénommée « Communauté apostolique Saint François-Xavier », dont le siège est situé à Abidjan-Cocody, au sein du lycée Sainte-Marie, 08 B.P. 525 Abidjan 08.

Art. 2. — Le bureau exécutif de l'association culturelle étrangère dénommée « COMMUNAUTE APOSTOLIQUE SAINT FRANÇOIS-XAVIER » se compose comme suit :

- présidente, ASSI épse N'CHO ELEONORE HORTENSE ;
- vice-présidente, Mme LE SONNEUR ISEULT ;
- secrétaire, Mme APPAHOU YAOUA N'GROUMA ;
- trésorière, Mme CHEREAU MARIE-CLAIRE ALEXANDRINE.

Art. 3. — L'association culturelle étrangère dénommée « Communauté apostolique Saint François-Xavier » a pour objet de :

- participer à l'évangélisation des jeunes à partir d'établissements scolaires et universitaires ;
- associer de solides études profanes à une proposition religieuse forte à partir de centres sociaux et culturels, d'activités parascolaires ou périscolaires de loisirs ou de santé, et de toutes autres activités permettant un travail d'éducation.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 8 décembre 2016.

Hamed BAKAYOKO.

**RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION**  
**N° 79/PB/SG/DAG-1**

Le préfet de la région de la Marahoué, préfet du département de Bouaflé, donne récépissé de déclaration à l'association définie comme suit, régie par la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations :

GROUPE ISRAEL

Siège : Bonon.

GROUPE ISRAEL a pour objet :

— la création, la gestion, l'exploitation d'établissements scolaires comprenant la maternelle, le primaire, le secondaire général, technique et supérieur ;

— la création et la gestion de foyers scolaires, de librairies, de bibliothèques et d'imprimerie ;

— la création, l'acquisition, l'exploitation de tout établissement se rapportant aux opérations susmentionnées.

Président : KADJO Amon Arnaud, contact : 59 14 09 40.

Bouaflé, le 17 octobre 2016.

P/le préfet et P.I  
le secrétaire général,  
BAKAYOKO Mamadou,  
secrétaire général de préfecture.

### RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION N° 729/MEMIS/DGAT/DAG/SDVA

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, conformément à la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960 relative aux associations, donne récépissé de déclaration à l'association définie comme suit :

EGLISE EVANGELIQUE REVELATION DE DIEU

Siège : Abidjan-Marcory, quartier Sicogi, lot 453.

Adresse : 01 B.P. 1018 Abidjan 01.

L'association culturelle dénommée « EGLISE EVANGELIQUE REVELATION DE DIEU » a pour objet de :

— témoigner, proclamer et enseigner l'Evangile de JESUS-CHRIST partout dans le monde ;

— favoriser la délivrance et la guérison des âmes ;

— initier des œuvres sociales ;

— unir les efforts pour participer à la conception et à la mise en œuvre de microprojets en faveur des personnes démunies, des jeunes déscolarisés et des orphelins ;

— contribuer à l'épanouissement spirituel, physique, financier et matériel des personnes défavorisées.

Président : M. N'DRI Yao Daniel.

Abidjan, le 7 novembre 2016.

P/le ministre d'Etat et P.D.,  
le directeur de Cabinet,  
Daniel Cheick BAMBA,  
préfet hors grade.

### AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le sous-préfet de Toulépleu a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'une enquête de *commodo et incommodo* d'une durée de trente jours, allant du jeudi 1<sup>er</sup> décembre 2016 au vendredi 30 décembre 2016 inclus, est ouverte dans les bureaux de la sous-préfecture de Toulépleu au sujet d'une demande d'autorisation d'exploitation artisanale et semi-industrielle d'or près du village de Doho dans la sous-préfecture de Toulépleu, département de Toulépleu, présentée par la société SEN-XIN RESSOURCES SARL, tél. : 07-91-51-88.

La zone d'exploitation est une parcelle d'une superficie de 100 hectares dont les coordonnées géographiques se présentent comme suit :

points	latitudes	longitudes
A	06° 37' 32,5 "	08° 23' 32,5"
B	06° 37' 32,5"	08° 23' 00"
C	06° 37' 00"	08° 23' 00"
D	06° 37' 00"	08° 23' 32,5"
O	06° 37' 16"	08° 23' 16"

M. GBAHA Tcheblessou Jackson, garde de sous-préfecture de 1<sup>re</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon, en service à la sous-préfecture de Toulépleu, nommé commissaire enquêteur par décision n° 517 du 1<sup>er</sup> décembre 2016 de M. Le Sous-préfet de Toulépleu, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les réclamations, oppositions et observations qui pourraient être faites au secrétariat de M. Le Sous-préfet de Toulépleu où un registre est ouvert à cet effet et ce, tous les jours ouvrables et aux heures réglementaires.

Toulépleu, le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

Le sous-préfet,  
TRA Bi Albert,  
grade II, 1<sup>er</sup> échelon.

### DIRECTION GENERALE DES IMPOTS CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE ET DES HYPOTHEQUES — BUREAU DE GRAND-BASSAM

#### AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION au livre foncier de la circonscription d'Alépé

Suivant réquisition n° 548 déposée le 30 novembre 2016, M. DELBE Zirignon Constant, directeur du Foncier rural, demeurant et domicilié à Abidjan, ayant capacité suffisante aux fins des présentes comme représentant de l'Etat de Côte d'Ivoire, en application du décret n° 59-239 du 1<sup>er</sup> décembre 1959, et autorisé suivant accord donné par lettre n° 97/MINAGRI/DGDR/DFRCR du 2 avril 1977, du ministère de l'Agriculture, a demandé l'immatriculation au livre foncier de la circonscription foncière d'Alépé, d'un immeuble consistant en un terrain rural d'une contenance totale de 31 ha 22 a 44 ca situé à Angoakoi, sous-préfecture de Danguira et borné au nord par un terrain non immatriculé, au sud par un terrain non immatriculé, à l'est par un terrain non immatriculé et à l'ouest par un terrain non immatriculé.

Il déclare que ledit immeuble appartient à l'Etat de Côte d'Ivoire comme terre vacante et sans maître et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux-ci après détaillés, savoir, qu'il est occupé par M. BILE Ahouzan J.L. Edouard, CP 05 B.P. 1413 Abidjan.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage du présent avis qui aura lieu incessamment en l'auditoire de la section du tribunal de Grand-Bassam.

Grand-Bassam, le 30 novembre 2016.

Le conservateur de la Propriété foncière,  
et des Hypothèques de Grand-Bassam,  
Mme ROUDE Z. Huguette.

IMPRIMERIE NATIONALE DE COTE D'IVOIRE — Dépôt légal n° 102 047

Le Chef de Cabinet du Secrétaire général du Gouvernement

ZANON Sogmon Adeline certifie que le présent numéro est conforme au tirage.

Abidjan, le 16 février 2017.



# JOURNAL OFFICIEL

DE LA  
REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant les lundi et jeudi de chaque semaine

ABONNEMENT	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la CAPTEAO : voie ordinaire : .....	22.000	42.000	Adresser les demandes d'abonnement au chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, BCEAO A 0005 0002.	La ligne décomposée en corps 8 de 62 lettres ou signes, interlignes et blancs compris ..... 2.500 francs
voie aérienne : .....	28.000	39.000		Pour chaque annonce répétée, la ligne .... 1.500 francs
Etranger : France et pays extérieurs communs : voie ordinaire : .....	25.000	35.000	Les abonnés, désireux de recevoir un reçu, sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de .... 25.000 francs
voie aérienne : .....	30.000	50.000		Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du numéro les frais de timbre et de légalisation en vigueur.
Autres pays : voie ordinaire : .....	25.000	35.000	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant la date de parution du J.O.	
voie aérienne : .....	40.000	50.000		
Prix du numéro de l'année courante : .....	1.000			
Au-delà du cinquième exemplaire : .....	800			
Prix du numéro d'une année antérieure : .....	1.500			
Prix du numéro légalisé : .....	2.000			
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE 2017 ACTES PRESIDENTIELS

#### 2016 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- 14 nov..... Loi n° 2016-986 autorisant le Président de la République  
à ratifier la Constitution révisée de la Commission  
africaine de l'Aviation civile, adoptée le 16 décembre 2009  
à Dakar (Sénégal). 193
- 14 nov..... Décret n° 2016-987 portant ratification de la Constitution  
révisée de la Commission africaine de l'Aviation civile,  
adoptée le 16 décembre 2009 à Dakar (Sénégal). 194

#### ACTES DU GOUVERNEMENT

##### MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME

2015

- 28 juillet .... Arrêté n° 15-3354/MCLAU/DGUF/DDU/COD-AE1/STH  
accordant à M. ZAHO Gnantin Thomas Aimé, 25 B.P.  
1188 Abidjan 25, la concession définitive du lot n° 4300  
de l'ilot n° 383 du lotissement de Bessikoi, communes  
d'Abobo/Cocody (titre foncier n° 204 522 de la circon-  
scription foncière de Cocody). 198

2016

- 7 janvier .... Arrêté n° 16-0002/MCLAU/DGUF/DU/SDAF portant  
approbation du morcellement d'une parcelle de 18 ha 87a  
70 ca dénommée « DJOROGOBITE 1 complémentaire »,  
initialement réservée au champ de tir de l'Armée nationale,  
commune de Cocody, district autonome d'Abidjan. 199

##### MINISTERE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

- 27 sept..... Arrêté n° 16-0029/MCU/DGUF/DU/SDAF portant  
ouverture d'une enquête publique en vue de l'approbation  
du plan de lotissement dénommé « BOUQUINVILLE  
4<sup>e</sup> TRANCHE », commune de Yamoussoukro, district  
autonome de Yamoussoukro. 200

- 27 sept..... Arrêté n° 16-0031/MCU/DGUF/DU/SDAF portant  
ouverture d'une enquête publique en vue de l'approbation  
du plan de lotissement dénommé « BOUQUINVILLE,  
1<sup>re</sup> TRANCHE », commune de Yamoussoukro, district  
autonome de Yamoussoukro. 200
- 27 sept..... Arrêté n° 16-0033/MCU/DGUF/DU/SDAF portant  
ouverture d'une enquête publique en vue de l'approbation  
du plan de lotissement dénommé « BOUQUINVILLE,  
3<sup>e</sup> TRANCHE », commune de Yamoussoukro, district  
autonome de Yamoussoukro. 201

#### TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION LE CONSEIL DU CAFE-CACAO

- 29 sept..... Décision n° 549-2016 portant agrément de tiers déten-  
teur de café-cacao au titre de la campagne 2016-2017. 202
- 30 sept..... Décision n° 569-2016 portant agrément d'exportateurs  
de déchets-résidus de cacao et de cacao hors normes  
au titre de la campagne 2016-2017. 202

### PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces 203

### PARTIE OFFICIELLE ACTES PRESIDENTIELS PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI n° 2016-986 du 14 novembre 2016 autorisant le Président  
de la République à ratifier la Constitution révisée de la  
Commission africaine de l'Aviation civile, adoptée le 16 décem-  
bre 2009 à Dakar (Sénégal).

L'ASSEMBLEE NATIONALE a adopté,  
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur  
suit :

Article 1. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la Constitution révisée de la Commission africaine de l'Aviation civile, adoptée le 16 décembre 2009 à Dakar (Sénégal).

Art. 2. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 14 novembre 2016.

Alassane OUATTARA.

*DECRET n° 2016-987 du 14 novembre 2016 portant ratification de la Constitution révisée de la Commission africaine de l'Aviation civile, adoptée le 16 décembre 2009 à Dakar (Sénégal).*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Constitution révisée de la Commission africaine de l'Aviation civile, adoptée le 16 décembre 2009 à Dakar (Sénégal) ;

Vu la loi n° 2016-986 du 14 novembre 2016 autorisant le Président de la République à ratifier la Constitution révisée de la Commission africaine de l'Aviation civile, adoptée le 16 décembre 2009 à Dakar (Sénégal) ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2016-02 du 6 janvier 2016 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-04 du 12 janvier 2016 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-21 du 27 janvier 2016 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2016-339 du 25 mai 2016,

DECRETE :

Article 1. — Est ratifiée la Constitution révisée de la commission africaine de l'aviation civile, adoptée le 16 décembre 2009 à Dakar au Sénégal.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 14 novembre 2016.

Alassane OUATTARA.

## CONSTITUTION DE LA COMMISSION AFRICAINE DE L'AVIATION CIVILE

### PREAMBULE

*Considérant* que l'aviation civile joue un rôle important dans la réalisation des objectifs de l'Union africaine (UA) tels qu'inscrits dans son acte constitutif adopté par les chefs d'Etat et de Gouvernement le 11 juillet 2000 à Lomé (Togo) ;

*Considérant* que le développement des services de transport aérien sécurisés et ordonnés à l'intérieur, à destination et en provenance de l'Afrique doit être fondé sur l'égalité des chances et que ces services doivent être exploités avec rigueur sur une base économique solide comme le prévoit la Convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944 ;

*Considérant* que la Commission africaine de l'Aviation civile (CAFAC) a été créée par la conférence constitutive convoquée par l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI) et l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) à Addis Abéba, Ethiopie en 1969, et devenue une institution spécialisée de l'OUA/UA le 11 mai 1978 ;

— *Considérant* que le Traité d'Abuja du 3 juin 1991 adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de l'OUA a créé la Communauté économique africaine dans le but notamment, de tirer un bénéfice mutuel de la coordination et l'intégration des politiques, pour le développement socio-économique de l'Afrique, notamment dans le domaine de l'aviation civile ;

*Considérant* la décision prise à Yamoussoukro, Côte d'Ivoire le 14 novembre 1999 relative à la mise en œuvre de la déclaration de Yamoussoukro sur la libéralisation de l'accès aux marchés du transport aérien en Afrique entérinée par la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA par décision AHG/OAU/AEC/Dec.1 (IV) adoptée à Lomé, Togo le 12 juillet 2000 ;

*Rappelant* la décision de la troisième Conférence des ministres africains des Transports aériens, adoptée à Addis Abeba, Ethiopie le 11 mai 2007 et entérinée par la suite par la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA à Accra, Ghana le 29 juin 2007, conférant à la CAFAC le statut d'agence d'exécution de la décision de Yamoussoukro ;

*Convaincus* de la nécessité d'une politique aéronautique commune capable de promouvoir le développement des compagnies aériennes africaines et de rehausser la présence africaine au niveau de l'industrie du transport aérien international ;

*Reconnaissant* que la CAFAC se doit d'aider les Etats africains à consolider le travail de l'OACI ;

Par conséquent, les Etats africains conviennent des dispositions suivantes :

#### TITRE I

#### DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1

##### Définitions

Aux fins de la présente Constitution, les termes et expressions ci-après ont la signification suivante :

— "*Traité d'Abuja*" : désigne le traité portant création de la Communauté économique africaine adopté à Abuja (Nigéria) le 3 juin 1991 et entré en vigueur le 12 mai 1994 ;

— "*CAFAC*" : signifie la Commission africaine de l'Aviation civile créée en 1969 et à laquelle fait référence l'article 2 de cette Constitution ;

— "*Région de la CAFAC*" : désigne une région géographique de l'Afrique telle que définie par l'Union africaine ;

— "*Etat africain*" désigne un Etat africain membre de l'Union africaine ou de l'Organisation des Nations unies ;

— "*Conférence*" désigne la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine ;

— "*UA*" désigne l'Union africaine créée par l'acte constitutif de l'Union ;

— "*Bureau*" : signifie le Bureau de la CAFAC selon la description donnée à l'article 12 de la présente Constitution ;

— "*Président*" désigne le président de la commission de l'Union africaine ;

— "*Constitution*" : désigne cette Constitution de la CAFAC, adoptée par la réunion des plénipotentiaires tenue à Dakar, Sénégal le 16 décembre 2009 ;

— "*Agence d'exécution*" : désigne l'organe mentionné à l'article 9.4 de la décision de Yamoussoukro ;

— "*Conseil exécutif*" : désigne le Conseil exécutif des ministres de l'Union africaine ;

— "*OACI*" signifie l'Organisation de l'Aviation civile internationale créée par la Convention de Chicago de 1944 et qui est l'Organe international responsable de la régulation de l'aviation civile sur le plan mondial ;

— "*Etat membre*" : signifie un Etat africain ayant signé ou ratifié/adhéré à la Constitution de la CAFAC ;

— "*Organe de suivi*" : signifie l'organe de suivi désigné par l'article 9.2 de la décision de Yamoussoukro ;